M. Sarkozy vante une France pionnière en écologie.

Internacional | 27-10-2007 | 01:17

En lançant le Grenelle de l'environnement juste après son élection, Nicolas Sarkozy se doutait-il que cet objet politique non identifié l'entraînerait aussi loin ? Jeudi 25 octobre, le président de la République a conclu trois mois de débats intenses par un discours volontariste, qui fixe un nouveau cap à la politique écologique de la France.

En présence du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso et du co-lauréat du Prix Nobel de la paix 2007, Al Gore, qui ont tous les deux salué l'originalité et l'efficacité du processus, le président de la République a appelé à "une révolution dans nos façons de penser, dans nos politiques, dans nos objectifs".

"Je veux que le Grenelle soit l'acte fondateur d'un new deal écologique en France, en Europe et dans le monde", a-t-il déclaré le jour même où le Programme des Nations unies pour l'environnement rendait public son rapport GEO-4, audit alarmant de l'état écologique de la planète.

Intervenant après deux journées de négociations menées par le ministre de l'écologie, Jean-Louis Borloo, le président a suivi les conclusions souvent ambitieuses du Grenelle : triplement des surfaces en agriculture biologique, normes draconiennes sur l'énergie dans les bâtiments, arrêt de l'augmentation de la capacité routière, rétablissement de la contribution de l'Etat au financement des transports en commun urbains, etc. "Vos propositions, je les fais miennes, je les porterai, je les mettrai en ?uvre", a-t-il annoncé.

Il en a même ajouté, en promettant de renouveler l'exercice de la négociation à cinq (Etat, collectivités, ONG, syndicats, patronat) pour tous les grands projets publics, afin d'arbitrer en tenant compte de leur coût pour le climat et la biodiversité.

Autre principe fixé : le "renversement de la charge de la preuve". "Ce ne sera plus aux solutions écologiques de prouver leur intérêt. Ce sera aux projets non écologiques de prouver qu'il n'est pas possible de faire autrement", a-t-il précisé.

Le président a aussi surpris en annonçant un gel sur la création de nouveaux sites nucléaires. Promettant de faire de la France le meilleur élève de la classe européenne, il a assuré de son soutien toute proposition de la Commission européenne pour durcir la réglementation communautaire.

"MODÈLE DE CROISSANCE CONDAMNÉ"

L'examen de plusieurs sujets difficiles a cependant été repoussé. Sur la taxe carbone, M. Sarkozy a mis tout le monde d'accord en donnant du temps à la réflexion.

M. Sarkozy a fixé l'objectif de "taxer plus les pollutions, notamment les énergies fossiles, et moins le travail", comme le souhaitait Nicolas Hulot. Mais l'examen de cette mesure est reporté à la révision générale des prélèvements obligatoires, comme le désirait le Medef, qui n'est pas opposé à son principe. "Tout impôt nouveau doit être compensé", a martelé le chef de l'Etat qui a confirmé la suspension de la culture des OGM et a exprimé ses "doutes" sur l'intérêt des "OGM pesticides".

En échange de ce gel des cultures OGM, les agriculteurs ont obtenu des concessions. L'important soutien aux agrocarburants ne sera pas remis en cause malgré les avis de plus en plus sceptiques sur leur intérêt écologique global. Sur les pesticides, le syndicat majoritaire, la FNSEA, a obtenu qu'un délai de dix ans ne soit pas imposé pour atteindre la baisse de 50 % des traitements. Mais l'objectif chiffré est bien maintenu, ce qui constitue en soi un tournant.

Refusant d'opposer économie et écologie, M. Sarkozy a insisté sur les opportunités de développement. "Notre modèle de croissance est condamné, a-t-il dit. L'enjeu est d'investir massivement pour créer les conditions de la croissance de demain." Pour un euro dans la recherche nucléaire, un euro sera investi dans la recherche sur les "technologies propreset sur la prévention des atteintes à l'environnement". Le président a aussi affirmé son soutien au principe de précaution, "qui n'est pas un principe d'inactionmais un principe de vigilance et de transparence", après sa remise en cause par la commission Attali sur la croissance.

"Pour qu'un homme comme moi tienne ce discours, c'est que la France est en train de changer", a lancé Nicolas Sarkozy. Le président ne s'est intéressé à l'écologie que tardivement, au moment où la planète a pris conscience des enjeux liés au changement climatique. "Lors des premières rencontres entre Nicolas Hulot et lui, quand Nicolas Sarkozy était encore ministre de l'intérieur, on sentait bien qu'il était loin de tout cela", témoigne Jean-Paul Besset, porte-parole de la Fondation Nicolas Hulot. La prise de conscience internationale, la pression des ONG et la popularité grandissante de l'écologie dans l'opinion ont convergé pour faire évoluer le président.

Le gouvernement a deux défis à relever. Primo, traduire le discours en actes lors de la mise au point des programmes d'action détaillés, qui seront publics avant la fin de l'année. Les moyens de financement devront être mis sur la table. Secundo, faire adhérer la majorité parlementaire aux objectifs fixés par le chef de l'Etat, au moment où ceux-ci se transformeront en projets de loi.

*FONT LE MONDE

Fuente: Redacció
Autor: Redacció